



N° 2 / 2004

**Directeur de la publication :**  
Bertrand ODDO

**Rédacteur en chef :**  
Patricia ANNEVILLE

**Auteur de la publication :**  
Nathalie LE GLOAHEC

**Maquettage :** Yrida DOMINGO

**Flashage :** SCOOP

**Impression :** STPMultipress

**Vente et abonnements :** 47 34 42

**Prix du numéro :**

En Polynésie française : 700 F.CFP

Hors Polynésie française : 1 300 F.CFP

**Abonnement :**

En Polynésie française : 7 000 F.CFP

Hors Polynésie française : 14 200 F.CFP

**Dépôt légal :** Mars 2004

ISSN 0293 - 2547

©ISPF 2004

B.P. 395 - 98 713 Papeete - Tahiti

Tél. : (689) 47 34 34 / Fax : (689) 42 72 52

E-mail : ispf@ispf.pf / Site web : www.ispf.pf



**E**n 2003, les fortes tensions géopolitiques du premier semestre ajoutées à l'épidémie de la pneumopathie atypique et l'envolée de l'euro face au dollar placent toutes les économies dans des positions délicates et compliquent le retour vers une croissance forte. En Polynésie française, si le déficit de la balance commerciale s'amplifie, le tourisme rejoint ses niveaux d'avant 2001. La consommation intérieure, toujours soutenue, participe au premier chef à la croissance locale, ceci avec une inflation maîtrisée (+0,7 % sur l'année).

## Environnement international

Le PIB américain a progressé de 4 % au dernier trimestre 2003 selon les chiffres fournis par le département du commerce. Un chiffre inférieur de moitié à celui du troisième trimestre, où la croissance a été de 8,2 %, un record depuis vingt ans. Sur l'ensemble de l'année dernière, le PIB des États-Unis a ainsi augmenté de 3,1 % contre 2,2 % en 2002. Depuis février 2002, la devise européenne a gagné 45 % face au dollar américain. À son plus haut niveau historique, en janvier, l'euro valait 1,29 dollar.

Ce mouvement brutal des monnaies reflète les graves déséquilibres de l'économie américaine. En effet, l'Amérique dépense beaucoup, épargne peu et le reste du monde paie pour l'essentiel le besoin de financement structurel des ménages et de l'État, situation qui fait plus qu'inquiéter au regard de l'ampleur des déficits « jumeaux ». Le déficit budgétaire américain affiche un trou de 500 milliards de dollars, montant identique à celui de la balance commerciale. Les investisseurs privés étrangers qui étaient jusqu'à présent attirés par la forte rentabilité des entreprises américaines sont désormais effrayés par l'ampleur de ces déficits. Ils ont tendance à se tourner vers l'Asie et plus précisément la Chine.

D'autant que l'accession de la Chine à l'OMC (Organisation Mondiale du Commerce) a accéléré les choses : d'ici à 2005, les exportations chinoises ne seront plus encadrées par des quotas. En 2003, le PIB chinois a fait un nouveau bond en avant avec une croissance de 9,1 %, taux le plus élevé depuis 1997. Les prévisions pour 2004 évoquent un léger ralentissement à 7 % afin de prévenir une éventuelle surchauffe de l'activité. Il n'en reste pas moins que la Chine est dorénavant un acteur majeur des échanges internationaux.

Conforme aux prévisions, la croissance japonaise grimpe de 2,7 % en 2003, plaçant ainsi le Japon dans le peloton de tête des contributeurs à la croissance mondiale. Cette hausse appréciable survient après plusieurs années de récession qui avaient durement marqué le pays.

Dans la zone euro, l'économie allemande a connu sa première récession depuis dix ans avec une contraction du PIB de 0,1 % sur l'ensemble de l'année 2003, selon l'Office fédéral allemand des statistiques. En France, la situation est légèrement meilleure même si le taux de croissance reste sur des niveaux très faibles. Le PIB français a progressé de 0,2 % en 2003, évitant de justesse la récession.

Les perspectives pour 2004 dans la zone euro semblent plus optimistes. La France suivrait l'évolution globale de la zone, soit 2 à 2,5 % de croissance, aidée en cela par une consommation intérieure légèrement plus soutenue et un retour des investissements productifs. Reste à savoir comment évoluera l'euro face au dollar, car un nouveau surenchérissement de la monnaie européenne serait une menace pour les exportations et donc pour la reprise économique.

En Nouvelle-Zélande, si la croissance n'a pas progressé au rythme de l'année 2002 (+4,1 %), les résultats sont toujours à la hausse (2,7 % en 2003) malgré l'éloignement géographique et l'étroitesse de son marché. L'inflation a été contenue à 1,4 % et le taux de chômage est le plus bas enregistré depuis 15 ans à 4,7 % de la population active. Cependant, il semble avoir atteint un plancher car des tensions sont déjà perceptibles sur le marché de l'emploi qualifié.

L'Australie a également enregistré une performance inférieure à celle de 2002 mais encore élevée (+2,4 % contre +3,5 %), selon l'OCDE. Pour l'année 2004, le taux de croissance devrait atteindre 3,75 % selon les dernières prévisions gouvernementales. La demande intérieure reste dynamique et l'investissement productif augmente à un rythme supérieur à 10 % par an. Les prix à la consommation ont progressé de 2,4 % en 2003 contre 3 % un an plus tôt. Le pays se rapproche du plein emploi avec un taux de chômage qui frôle des niveaux historiquement bas en Australie (5,6 % en 2003 pour 5,4 % en 1981).

Il est à espérer que le nouvel épisode de grippe aviaire ne vienne pas jouer les trouble-fêtes en 2004.

## Commerce extérieur

### Importations et exportations

	Décembre			Cumul depuis janvier		
	2003	2002	Variation	2003	2002	Variation
<i>Unité :</i>	<i>millions de F.CFP</i>			<i>millions de F.CFP</i>		
			<i>%</i>			<i>%</i>
<b>Importations civiles (valeur CAF)</b>	<b>14 717,8</b>	<b>14 248,0</b>	<b>+3,3</b>	<b>165 058,3</b>	<b>160 145,3</b>	<b>+3,1</b>
dont :						
Biens d'équipement	4 457,5	4 164,3	+7,0	53 019,8	51 006,0	+3,9
Biens intermédiaires	2 953,3	2 469,9	+19,6	33 460,9	33 530,5	-0,2
Biens de consommation	1 929,6	2 006,5	-3,8	23 319,8	23 133,1	+0,8
Produits énergétiques	797,8	840,0	-5,0	10 225,3	9 561,1	+6,9
<b>Exportations locales (valeur FAB)</b>	<b>1 875,1</b>	<b>1 819,4</b>	<b>+3,1</b>	<b>13 443,4</b>	<b>18 725,8</b>	<b>-28,2</b>
dont :						
Produits perliers (a)	1 545,3	1 499,1	+3,1	10 345,2	15 005,0	-31,1
dont : Perles de culture brutes	1 495,9	1 439,1	+3,9	10 106,7	14 601,2	-30,8
Poisson	71,8	106,0	-32,2	656,1	1 137,3	-42,3
Nono	87,0	79,3	+9,7	900,5	959,9	-6,2
Vanille	66,9	34,4	+94,5	351,3	258,7	+35,8
Huile de coprah	17,6	19,8	-10,9	225,2	231,6	-2,8
Monoï	3,7	25,2	-85,3	137,5	162,1	-15,2

(a) : comprend les perles de culture brutes, les keshis, les demi-perles de culture brutes ou travaillées ou mabe, les autres perles de culture brutes ou travaillées et les ouvrages en perles fines ou de culture

Sources : Service des Douanes - ISPF (mise à jour le 02/01/2004)

Les résultats du commerce extérieur se dégradent en 2003 avec un déficit croissant de la balance commerciale. Il continue de se creuser pour atteindre le chiffre de 151,6 milliards de F.CFP soit deux fois celui de 1997. Les 13,4 milliards de F.CFP de recettes à l'exportation de produits du fenu ne couvrent plus que 8,1 % des importations civiles contre un taux de couverture de 11,7 % en 2002.

L'année 2003 aura aussi été marquée par l'envolée de l'euro face au dollar plaçant ainsi les pays négociant dans cette devise, la Polynésie française incluse, dans une mauvaise posture concurrentielle à l'exportation. À l'inverse, les factures à l'importation sont d'autant moins élevées que les produits sont achetés en dollars. Le dollar américain, comme le dollar hongkongais, a perdu près de 17 % en moyenne sur l'année 2003 et le yen a reculé de 10 %.

La valeur totale des importations égale 165 milliards de F.CFP (+3,1 %) dont 53 milliards en biens d'équipement avec près de 25 milliards de F.CFP consacrés à l'acquisition d'avions et de bateaux. Parallèlement, après une pause en 2002, les résultats à l'exportation repartent à la baisse avec des recettes en retrait de 28,2 %, à 13,4 milliards contre 18,7 un an plus tôt. L'ensemble des produits locaux vendus à l'étranger est en perte de vitesse à l'exception de la vanille.

Le secteur de la perliculture a particulièrement broyé du noir en 2003. Les recettes globales générées par le joyau de nos atolls perdent près d'un tiers de leur valeur. Elles rapportent 10,1 milliards en 2003 quand elles en rapportaient 14,6 milliards l'année précédente, soit 4,5 milliards de moins.

Le nombre de perles brutes exportées n'a pratiquement pas bougé (240 000 de moins, seulement, pour un total de 6,6 millions) mais le tonnage passe sous la barre des 10 tonnes (-9,3 %). Les perles exportées sont donc de plus en plus petites avec un poids moyen de 1,5 gramme contre 1,9 en 2001. Le prix moyen au gramme, toutes qualités et tailles confondues, s'effondre et passe de 1 326 F.CFP en 2002 à 1 012 F.CFP en 2003. Depuis 1997, le prix au gramme de la perle a ainsi été divisé par trois.

Alors qu'en 2002 les importations de nuclei avaient marqué le pas, ce qui était plutôt rassurant quant aux perspectives de production des années 2004-2005, elles repartent de plus belle en 2003. En effet, 25 tonnes de nuclei sont arrivées sur le territoire contre 20 tonnes en 2002 dont 11,7 tonnes viennent de Chine contre seulement 4,8 tonnes un an plus tôt, à des coûts d'accès inférieurs mais aussi une qualité qui prête à discussion. Les autres nuclei arrivent du Japon.

Le monde de la pêche a souffert tout au long de l'année d'un manque de ressources évident. Le phénomène d'el niño, concrétisé par un réchauffement des océans, même s'il a été modéré, a repoussé les poissons dans des zones de pêche bien plus éloignées que les zones traditionnelles.

La production ayant été plus faible que les années précédentes, le marché local polynésien, grand consommateur de poissons, en a donc absorbé une grande partie laissant peu de place à l'exportation. Les expéditions mensuelles sur les marchés étrangers ont dépassé tout juste les 100 tonnes en moyenne sur l'année pour 160 tonnes en 2002 et plus de 200 tonnes en 2001. Les recettes évoluent dans le même sens avec une valeur totale divisée par deux depuis 2001 (656 millions de F.CFP).

Dans le secteur du nono, les exportations de purée de nono ont dépassé les 3 300 tonnes (+9,2 %) pour un chiffre d'affaires en baisse de 6,5 % à 685 millions de F.CFP. Le jus de nono évolue dans le même sens avec un tonnage exporté en hausse de 23 % atteignant presque les 600 tonnes pour une valeur de 215 millions de F.CFP, en repli de 5 %. Compte tenu des mauvaises performances de la pêche, la filière nono arrive, pour la première fois, en seconde position derrière les perles en générant des recettes globales de 900 millions de F.CFP.

Du côté de la vanille, les exportateurs de vanille sèche peuvent se réjouir car les résultats de 2003 sont plus qu'encourageants. Non seulement un peu plus de 12 tonnes ont été expédiées à l'étranger (+12,3 %) mais sa valeur n'a cessé de se bonifier tout au long de

l'année pour finir en beauté en décembre au prix record de 33 562 F.CFP le kilo de vanille sèche. Le chiffre d'affaires passe de 259 millions de F.CFP en 2002 à 351 millions en 2003. Les clients les plus friands de la vanille tahitienne sont désormais les Américains, loin devant les autres avec 38 % des achats, suivis des Français, des Japonais (20 % chacun) et des Allemands (12 %).

Les exportations de monoï, en revanche, ont diminué de 15,2 % en valeur en 2003 par rapport à 2002. La hausse des ventes de monoï conditionné n'a pas suffi à couvrir la baisse des ventes du monoï vendu en vrac qui représentent 80 % des recettes totales. En 2003, ce secteur enregistre donc un chiffre d'affaires global de 137 millions de F.CFP pour un poids de 201 tonnes.

Parmi les pays destinataires du monoï polynésien, la France conserve la première place avec 89 % du monoï exporté mais l'Allemagne, de son côté, a plus que doublé ses commandes passant ainsi devant les États-Unis qui ont légèrement diminué leurs achats (-10 %).

La situation de l'huile de coprah n'évolue que très peu entre 2002 et 2003. Le chiffre d'affaires de ce secteur d'activité à l'exportation est de 225 millions de F.CFP (-2,8 %) pour 5 022 tonnes (-3,5 %). Ce qui ramène le prix moyen à l'export à 44,8 F.CFP le kilogramme sur l'année. La Belgique est un client incontournable en achetant 93 % des exportations d'huile de coprah polynésienne car cette huile est très utilisée dans les préparations alimentaires et rentre notamment dans la composition des chocolats.

## Tourisme

### Fréquentation touristique internationale

	Unité :	Décembre			Cumul depuis janvier		
		2003	2002	Variation	2003	2002	Variation
		Nombre	Nombre	%	Nombre	Nombre	%
Nombre de touristes		17 101	15 082	+13,4	212 767	189 030	+12,6
dont touristes séjournant :							
	En hébergement payant	13 362	11 462	+16,6	179 843	155 156	+15,9
	Chez des particuliers	3 739	3 620	+3,3	32 924	33 874	-2,8
Durée moyenne de séjour (jours)		13,6	14,3	-5,3	13,6	13,7	-1,0
dont :							
	En hébergement payant	10,0	10,4	-4,3	11,1	10,7	+3,7
	Chez des particuliers	26,4	26,7	-1,0	27,0	27,4	-1,5

### Touristes internationaux par domicile permanent

	Unité :	Décembre			Cumul depuis janvier		
		2003	2002	Variation	2003	2002	Variation
		Nombre	Nombre	%	Nombre	Nombre	%
États-Unis		5 401	4 858	+11,2	77 768	64 202	+21,1
France		3 534	3 714	-4,8	48 177	46 602	+3,4
Europe (hors France)		2 302	2 069	+11,3	31 687	29 263	+8,3
Japon		2 507	2 017	+24,3	22 882	23 632	-3,2
Nouvelle-Zélande		450	339	+32,7	6 106	5 282	+15,6
Australie		944	497	+89,9	7 506	5 346	+40,4
Autres pays		1 963	1 588	+23,6	18 641	14 703	+26,8

Source : Service du Tourisme

Malgré un climat géopolitique international tendu notamment en raison du déclenchement du conflit armé en Irak au mois de mars et une épidémie de pneumopathie atypique (SRAS) qui a touché l'Asie, les résultats du tourisme en Polynésie française sont en hausse. Le Service du tourisme annonce un chiffre global de 212 767 touristes en 2003 contre 189 030 en 2002.

Ainsi, 23 737 voyageurs supplémentaires sont venus visiter « Tahiti & ses Îles » l'année dernière. Plus précisément encore, environ 24 600 touristes en plus ont séjourné en hébergement payant (hôtels, pensions, paquebots de croisière...) contre 950 touristes en moins rendant visite à la famille ou à des amis.

Malgré quelques variations, ces visiteurs proviennent toujours essentiellement des États-Unis (36,6 %), de France métropolitaine (22,6 %), d'Italie, d'Angleterre ou d'Allemagne (15 %) et du Japon (10,8 %). Les Américains ont été près de 78 000 à débarquer à Faa'a c'est-à-dire 13 500 de plus qu'en 2002, de loin, la plus forte augmentation. Les Canadiens ont aussi été attirés par nos îles car ils ont été deux fois plus nombreux à venir en 2003 et très friands des croisières proposées sur le Tahitian Princess, qui sillonne les îles tout au long de l'année, ou plus ponctuellement sur le Pacific Princess (ex-R3 et R4). La compagnie Omni air, compagnie charter en charge de l'acheminement de ces croisiéristes du continent nord américain a transporté 14 500 personnes au départ de Tahiti-Faa'a sur l'année 2003.

Selon une étude récente de la STPO (South Pacific Tourism Organisation), le tourisme de croisière est un marché en pleine croissance dans le Pacifique sud avec comme principales destinations : Kiribati, la Polynésie française, la Nouvelle-Calédonie et le Vanuatu.

À l'inverse, l'embellie attendue en provenance des pays asiatiques n'a pas eu lieu. Les Japonais ont même été moins nombreux qu'en 2002 mais une amélioration se profile depuis le mois de septembre dernier. Il faut espérer que l'épidémie de grippe aviaire qui concerne particulièrement l'Asie ne vienne pas perturber ce regain d'activité.

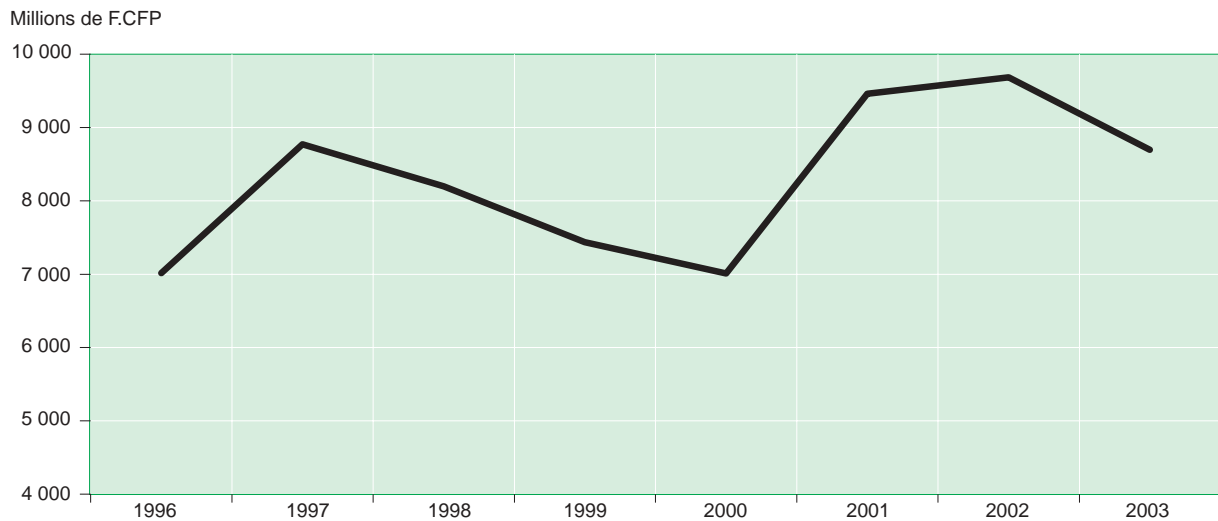
Du côté du CPH (Conseil des Professionnels de l'Hôtellerie), malgré des résultats en hausse par rapport à 2002 sur les derniers mois de l'année, le coefficient moyen de remplissage de l'ensemble des 14 grands hôtels adhérents recule de 2,5 points entre 2002 et 2003 passant de 64,7 % à 62,2 %. Toutefois, de fortes disparités s'observent en fonction de la géographie. Les hôtels de Tahiti tirent à la hausse l'ensemble des résultats avec 70,5 % de taux d'occupation, chiffre en progression de 14,5 %. Les adhérents de Moorea ont dû faire face à des conflits sociaux en avril qui n'expliquent cependant pas toute la baisse (14,7 % pour un taux global de 65,7 %). Bora-Bora enregistre une diminution encore plus importante (-18,6 %) avec un remplissage de 53,5 % sur l'année.

Au départ de l'aéroport international de Tahiti-Faa'a, le trafic a augmenté avec 292 892 passagers contre 279 889 en 2002 (+4,6 %) pour une offre en sièges de 465 540 places (+14,2 %). Les passagers en transit à l'aéroport sont également en hausse de 12,6 %. Le taux d'occupation des avions a été en moyenne de 70,8 % sur l'ensemble de l'année 2003, toutes compagnies aériennes confondues. Avec le départ de la compagnie Corsair au 31 mars 2003 et l'acquisition de deux nouveaux appareils A340-300, en début d'année 2003, la compagnie Air Tahiti Nui détient désormais plus de la moitié des parts de marché du trafic aérien polynésien. Arrivent respectivement en seconde et troisième position Air New Zealand (16 %) et Air France (15 %).

Nos voisins du Pacifique ont également des résultats encourageants quant à la reprise du tourisme dans cette zone. L'Australie enregistre 4,8 millions de visiteurs, la Nouvelle-Zélande 2,1 millions et Fidji avec 430 000 touristes a tenu son pari de revenir sur ses niveaux d'avant le coup d'état perpétré il y a quatre ans. Les Néo-zélandais font à nouveau partie de sa clientèle (75 000 en 2003) et l'arrivée de nouvelles dessertes à bas prix pourrait accélérer cette tendance.

## Bâtiment - Travaux Publics

Prêts à l'habitat personnel octroyés par les banques



Source : Institut d'Émission d'Outre-Mer (IEOM)

Déjà en position de soutien de l'économie locale en 2002, le secteur du BTP est de nouveau un des principaux moteurs de l'économie polynésienne en 2003, surtout à travers la commande publique. Il devrait le rester en 2004 car le gouvernement local souhaite poursuivre la politique d'investissements publics engagée en 2002 à travers la réalisation d'infrastructures durables et de grands projets. En effet, plusieurs travaux routiers ont été réalisés l'année dernière, comme l'échangeur de la Punaruu, plusieurs giratoires à Tahiti ou la route traversière de Taiohae à Terre déserte (aux Îles Marquises). Cette modernisation du réseau routier devrait se poursuivre cette année.

De même, les ports et aéroports des cinq archipels devraient bénéficier de cette volonté de développement à hauteur de 4,4 milliards de F.CFP en 2004. Du côté des grands travaux, la construction de l'hôpital du Taaone, reprise en juillet dernier, sera poursuivie en 2004. Sont inscrits au budget 5,5 milliards de crédits de paiement pour cette année et 300 personnes devraient travailler de nouveau à la réalisation d'un des plus grands chantiers engagés en Polynésie française. Le projet de construction de la voie rapide Te Ara Nui mobilisera également 1,4 milliard de F.CFP, notamment pour les acquisitions foncières.

La réalisation du port de Faratea continue en 2004 avec le démarrage des travaux du port de pêche et la livraison de la première partie de la zone industrielle prévue pour la fin de l'année, pour un budget de 700 millions de F.CFP. Le budget 2004 consacre parallèlement 3,1 milliards de F.CFP à la construction de logements sociaux, l'objectif prévisionnel étant de 1 000 logements par an à Tahiti et Moorea et 300 dans les archipels.

Les importations de ciments, bon indicateur d'activité du BTP, se maintiennent à 140 000 tonnes, soit un niveau identique à celui de 2002 où l'on avait déjà observé une forte hausse (+18 %) par rapport à 2001.

Du côté du privé, avec un troisième trimestre en net retrait, la demande de prêts à l'habitat personnel par les résidents de la Polynésie française a diminué d'un milliard de F.CFP entre 2002 et 2003. Sur l'ensemble de l'année, les banques locales ont accordé 703 dossiers de demande de prêts pour 8,7 milliards de F.CFP, soit un montant moyen par emprunt égal à 12,4 millions de F.CFP contre près de 13 millions un an plus tôt.

En revanche, les prêts pour aménagement de la maison ont augmenté en 2003 à 2,8 milliards de F.CFP pour 757 projets, soit une enveloppe de 3,7 millions de F.CFP par emprunt, chiffre jamais atteint dans cette catégorie.

Au total, les prêts accordés par les établissements de crédit de la place (pour l'habitat personnel, les aménagements/réparations, les immeubles de rapport ou les immeubles commerciaux) s'élèvent à 15,6 milliards de F.CFP en 2003 contre 16,5 milliards en 2002, en retrait de 5,4 %.

## Entreprises

### Créations et radiations

	Entreprises actives au 31 décembre 2003*	Décembre 2003		Taux moyen mensuel depuis janvier 2003	
		Créations	Radiations	Créations	Radiations
Unité :	nombre	nombre	nombre	%	%
Industries extractives	30	0	0	3,4	3,4
Industries manufacturières	2 742	39	26	1,2	1,0
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	18	0	0	5,3	5,6
Construction	2 732	31	34	1,0	0,9
Commerce, réparations automobile et d'articles domestiques	4 807	35	47	0,8	0,8
Hôtels et restaurants	1 526	15	17	0,9	0,9
Transports et communications	954	5	6	0,4	0,6
Activités financières	142	0	0	1,5	0,7
Immobilier, locations et services aux entreprises	2 192	25	18	1,2	0,7
Éducation	384	5	8	0,6	1,1
Santé et action sociale	813	3	6	0,6	0,4
Services collectifs, sociaux et personnels	1 577	17	29	1,3	1,1
<b>TOTAL champ ICS</b>	<b>17 917</b>	<b>175</b>	<b>191</b>	<b>1,0</b>	<b>0,9</b>

Le champ ICS (Industrie-Commerce-Services) comprend l'ensemble des secteurs marchands de l'industrie, de la construction, du commerce et des services. L'agriculture en est exclue (y compris la pêche et l'aquaculture). Le secteur marchand exclut donc l'administration, les associations et aussi les sociétés civiles.

\* : entreprises comprenant au moins une personne.

Source : ISPF - RTE

Avec une extension du nombre de créations (2 206 contre 2 145) face à une diminution du nombre des radiations (1 952 contre 2 052), le bilan 2003 du monde des entreprises est meilleur que celui de 2002. Les créations nettes sont donc en augmentation et totalisent 254 nouvelles entités.

Les trois quarts proviennent du secteur des services, particulièrement le domaine « immobilier, locations et services aux entreprises ». L'industrie (surtout manufacturière) et la construction y contribuent également pour 20 % chacune, alors que le commerce a un solde négatif de 44 entreprises. Parallèlement, le nombre d'entreprises personnelles qui se sont réinscrites, suite à une reprise d'activité après un temps d'arrêt, s'élève à 646 contre 616 en 2002.

Ainsi, 900 entreprises du secteur productif sont venues accroître le nombre d'unités inscrites au Répertoire Territorial des Entreprises en 2003.

Ces entreprises productives du champs ICS (Industrie-Construction-Commerce-Services) représentent 43 % du stock total des entreprises du RTE contre 46 % à la fin de l'année 2002. Les 57 % restants sont constitués par le secteur public (administrations, associations), le secteur primaire et les associations.

Le stock ICS évolue, en 2003, selon la tendance déjà observée en 2002, c'est-à-dire que le commerce cède toujours un peu plus de terrain au profit, principalement, des services mais aussi de l'industrie. Le découpage de ces quatre branches est le suivant : Industrie 15,6 %, Construction 15,2 %, Commerce 26,8 % et Services 42,4 %. Le tertiaire regroupe désormais 69,2 % des entreprises locales.

## Consommation des ménages

### Chiffres d'affaires des commerces de détail\*

Unité :	4 <sup>ème</sup> trimestre		Variation
	2003	2002	%
	<i>millions de FCFP</i>		
Commerce et réparation automobile	9 762,1	9 291,2	+5,1
Commerce de détail en magasin non spécialisé	17 007,4	17 644,2	-3,6
Commerce de détail alimentaire en magasin spécialisé	165,2	190,0	-13,0
Commerce de détail de produits pharmaceutiques et de parfumerie	1 964,7	1 946,7	+0,9
Autre commerce de détail en magasin spécialisé	10 591,0	10 497,6	+0,9
Commerce de détail de biens d'occasion en magasin	0,9	0,9	+2,7
Commerce de détail hors magasin	473,9	485,6	-2,4
Réparation d'articles personnels et domestiques	188,0	148,3	+26,8
<b>Ensemble</b>	<b>40 153,2</b>	<b>40 204,9</b>	<b>-0,1</b>

\* : Données provisoires, mises à jour en novembre 2003

Sources : Service des Contributions Directes - ISPF (déclarations de TVA)

Après une année 2002 en demi-teinte, la consommation des ménages repart à la hausse en 2003 avec un chiffre d'affaires global des commerces de détail de 148,3 milliards de F.CFP contre 139,6 (+6,3 %). Après une envolée de la consommation au premier semestre de près de 12 %, le second semestre a été plus modéré (1,8 %). Les grands gagnants de cette reprise d'activité sont en tout premier lieu, les concessionnaires automobiles. Leur chiffre d'affaires augmente de 4,7 milliards de F.CFP pour un total de 28,2 milliards (+ 20 %). Près de 8 000 véhicules neufs ont trouvé acquéreur au cours de l'année (voitures particulières, pick-up, camionnettes, ...) soit quasiment autant qu'en 2001, année record qui avait anticipé les hausses de taxes de janvier 2002. En vingt ans, 103 120 nouveaux véhicules ont été immatriculés sur le territoire.

De même, tout au long de l'année les ventes d'électroménager et d'équipement audiovisuel dans les commerces de détail ont connu une très forte progression. Les recettes passent ainsi de 6,6 à 8,9 milliards de F.CFP, soit une progression de plus de 35 %.

Les commerces de détail en magasin non spécialisé, ou autrement dit « la grande distribution » n'ont pas bénéficié des fruits de la croissance dans les mêmes proportions. Les super et hypermarchés conservent une orientation positive (+2 milliards de F.CFP), et dépassent même la barre des 40 milliards de F.CFP de chiffre d'affaires. Au contraire, les commerces d'alimentation générale et les supérettes perdent un milliard de F.CFP de recettes.

Les pharmacies ont généré un chiffre d'affaires total de 7,3 milliards de F.CFP sur le territoire en 2003, soit une progression de 380 millions de F.CFP à +5,5 %.

Parallèlement, les autres secteurs d'activité sont en retrait ou connaissent de très faibles variations à la hausse. Le secteur de la bijouterie, par exemple, a vu de nouveau ses recettes diminuer de près de 200 millions de F.CFP totalisant 1,5 milliard de F.CFP quand il enregistrait 3,6 milliards en 2000, avec seulement quatre bijouteries de moins. La débâcle de la perliculture associée à un nombre de touristes en diminution par rapport à 2000 explique en grande partie ces résultats.

## Indice des prix

### Indice des prix à la consommation

Unité :	Décembre		Variation		
	2003	2002	Sur 1 mois	Depuis le 1 <sup>er</sup> janvier	Glissement sur 12 mois
	<i>valeur</i>	<i>valeur</i>	<i>%</i>	<i>%</i>	<i>%</i>
<b>Indice général</b>	<b>100,2</b>	<b>99,5</b>	-	<b>+0,7</b>	<b>+0,7</b>
Alimentation	100,6	99,7	-0,2	+0,9	+0,9
Produits manufacturés	99,8	99,9	-	-	-
Services	100,3	98,8	+0,2	+1,5	+1,5

Source : ISPF - Indice des prix (Base 100 août 2003)

La légère poussée inflationniste du mois de novembre ne s'est pas prolongée en décembre, mois marqué par une stabilisation des prix. En 2003, l'inflation s'est élevée à +0,7 %, un bon résultat au regard des 2 % de l'année 2002 et des 2,1 % enregistrés en France métropolitaine en 2003.

L'alimentation, si prisée en cette période de festivités, affiche une légère baisse de prix (-0,2 %), principalement liée à la baisse des produits carnés (-1,5 % sur les viandes de boucherie, -1,3 % sur les produits de la pêche). Rappelons que ces mêmes produits avaient augmenté de façon assez significative en novembre. Avec +0,9 %, l'inflation des prix pour l'alimentaire reste maîtrisée en 2003.

Les produits manufacturés (incluant la majorité des cadeaux de fin d'année) reflètent globalement la stabilité en décembre. Ce résultat est le fruit d'une légère baisse des produits textiles (-0,5 %) et d'une légère poussée des autres produits manufacturés (+0,1 %). Celle-ci est principalement liée à l'augmentation des autres articles de loisir (+1,8 %). La baisse du dollar explique en grande partie l'évolution des prix des produits manufacturés pour l'année 2003.

Durant ce mois de décembre, les services ont connu une légère augmentation de leurs tarifs (+0,2 %). Cette variation est assez uniforme dans l'ensemble du secteur. Ainsi, les services d'utilisation de véhicules privés ont-ils augmenté de 1,2 %, les hôtels, restaurants et cantines de 0,5 %. En 2003, les prix des services ont augmenté de 1,5 %, une hausse principalement liée aux revalorisations des cotisations sociales en début d'année.

## Emploi et marché du travail

### Demandes et offres d'emploi recensées par le SEFI, Service de l'Emploi

	Année		Variation
	2003	2002	2003 / 2002
<i>Unité :</i>	<i>Nombre</i>	<i>Nombre</i>	<i>%</i>
Demandeurs d'emploi non satisfaits en fin d'année	4 236	4 297	-1,4
Demandes d'emploi enregistrées en cours d'année	18 869	18 879	-0,1
dont primo-demandeurs d'emploi	8 477	9 772	-13,3
Offres d'emploi de toutes natures enregistrées en cours d'année	13 147	12 372	6,3
dont offres d'emploi normal	3 342	3 879	-13,8
dont offres d'emploi aidé (secteur marchand)	3 088	2 285	35,2
dont offres d'insertion (secteur non marchand)	3 676	3 616	1,7
dont offres de stage de formation pour demandeurs d'emploi (SEFI+CFPA)	3 041	2 592	17,3

*Source : SEFI*

Entre 2002 et 2003, le nombre de demandeurs d'emploi est resté stationnaire selon les derniers chiffres du SEFI. À la fin de l'année dernière, 4 236 personnes étaient en situation de recherche d'emploi contre 4 297 un an plus tôt. Le flux des demandes d'emploi enregistrées au fil des mois est également identique. Seul le nombre de personnes s'inscrivant pour la première fois baisse de façon significative : 8 477 nouveaux demandeurs d'emploi en 2003 contre 9 772 en 2002 (-13,3 %). Ils représentent 45 % de l'ensemble des personnes à la recherche d'un travail.

Dans le détail, 84,3 % des demandeurs d'emploi sont inscrits depuis moins de trois mois et 12,7 % depuis trois à six mois. Ils ont moins de 25 ans pour 45,4 % d'entre eux et les hommes sont aussi nombreux que les femmes à chercher un emploi. Les personnes ne possédant aucun diplôme représentent 37,9 % des inscrits, 9 % ont le certificat d'étude, 9,7 % le BEPC, 23,5 % sont titulaires d'un CAP ou d'un BEP, 14,6 % ont réussi au baccalauréat et 5,3 % sont diplômés de l'enseignement supérieur.

Du côté de l'offre, les emplois proposés sont en hausse par rapport à 2002 malgré le fléchissement observé pour l'offre d'emploi normal (-13,8 %). Ce dernier s'explique par la prise en compte de plus de 500 emplois d'agents recenseurs dans le cadre du recensement de la population de 2002. Hormis cette opération exceptionnelle, le niveau de cette catégorie d'offre demeure stable.

Sur les 3 342 offres d'emploi normal proposées par les entreprises du territoire, la moitié est conclue pour des contrats à durée indéterminée et l'autre moitié pour des contrats à durée déterminée, comme en 2002. Répartition qui s'explique par l'activité des entreprises qui embauchent. En 2003, le BTP a de nouveau proposé le plus grand nombre d'offres d'emploi avec un total de 1 103, en progression de 26,8 % par rapport à 2002. Viennent ensuite les entreprises de services aux entreprises ou aux particuliers avec, respectivement, 599 et 342 nouveaux contrats au cours de l'année. Le secteur touristique local a, quant à lui, offert 458 postes, chiffre en baisse de 9,8 %.

Les offres d'emploi aidé, les offres d'insertion et les offres de stages de formation progressent de façon non négligeable. Les emplois aidés du secteur marchand augmentent de 35,2 %, évolution due à une envolée des contrats CIJ (Chantier d'Intérêt Général) en entreprise (717 de plus qu'en 2002 pour un total de 989 en 2003). Les stages destinés à favoriser l'orientation et l'insertion des travailleurs handicapés ont aussi fait un bond en avant (194 au lieu de 138) après trois années de stagnation. Les offres de contrat pour travailleurs handicapés sont au nombre de 27, soit 5 de plus qu'en 2002.

Les offres d'insertion du secteur non marchand ne bougent quasiment pas tandis que le chiffre des stages de formation croît de 17,3 %, le SEFI et le CFPA (Centre de Formation Professionnelle pour Adultes) ayant proposé 3 041 stages.

repères  
repères

## Indicateurs du budget territorial

	Cumul depuis janvier		Taux de réalisation par rapport aux prévisions budgétaires	
	Décembre		En décembre	
	Variation			
	2003	2003 / 2002	2003	2002
<i>Unité :</i>	<i>millions de F.CFP</i>	<i>%</i>	<i>%</i>	<i>%</i>
<b>Impôts collectés</b>	<b>20 214</b>	<b>22,3</b>	<b>85,7</b>	<b>89,7</b>
Impôts sur les sociétés	9 965	61,7	76,1	56,5
Impôts sur les transactions	2 771	-17,0	81,7	109,9
Autres taxes	7 478	6,3	105,3	156,8

Source : Service des Contributions

## Indicateurs monétaires

	Octobre		Cours moyen des changes		
	2003	2002	Décembre		
	<i>millions de F.CFP</i>		<i>F.CFP</i>		
<b>Masse monétaire (M3)</b>	<b>287 187</b>	<b>271 760</b>	Dollar US	96,96	116,97
dont : dépôts à vue	103 868	92 925	100 Yen	90,02	96,13
comptes sur livrets	76 194	54 884	Dollar AUS	71,68	65,76
dépôts à terme	75 368	92 437	Dollar NZ	62,73	59,74
			Euro	119,33	119,33
<b>Concours de caractère bancaire</b>	<b>310 405</b>	<b>270 415</b>	<b>Taux de base bancaire (01/07/2003)</b>	<b>7,60 %</b>	

Sources : IEOM - Banque de Polynésie

## Indice et index

	Décembre	
	2003	2002
<b>Indice général des prix à la consommation</b> (Base 100 août 2003)	100,2	99,5
<b>Index BTP01</b> (Base 1 août 2001)	1,017	1,004
<b>Index TPP01</b> (Base 1 avril 2003)	1,003	0,993

Source : ISPF

cadrages  
cadrages

<b>PIB 2000 (millions F.CFP)</b>	446 046	<b>Population estimée au 1<sup>er</sup> janvier 2003</b>	246 000
<b>PIB par habitant 2000 (F.CFP)</b>	1 894 010	<b>Nombre de naissances 2002*</b>	4 770
<b>SMIG horaire au 01/04/02 (F.CFP)</b>	627,13	<b>Nombre de décès 2002*</b>	1 130
		<b>Taux de chômage (recensement de septembre 1996)</b>	13,2 %

\* : Données provisoires

Sources : ISPF - JOPF